



IL Y A URGENCE A CESSER DE TOUT CONFONDRE...

1970

La banlieue sud poursuit son urbanisation. Son espace aéré garde encore la trace d'une ancienne vocation maraîchère, et de modes d'habiter quelque peu ruraux. Mais la normalisation de l'habitat et des individus est en cours.

Un couple Français et 3 enfants occupent une maison de planches composée de deux pièces : toute la famille dort dans la chambre et vit dans la cuisine. Celle-ci est bien équipée : meubles appropriés, cuisinière au mazout, placards muraux, télévision, réfrigérateur, évier, mais l'eau est dans la cour, une grande cour plantée d'un arbre, fermée d'un portail et gardée par deux chiens-loups. «Ils veulent tout raser ici», dit la femme, «mais je n'irai pas en H.L.M. J'ai tout le confort chez moi, j'ai de la place, de l'air, je ne demande rien à personne. Ils n'accepteront pas mes chiens dans un immeuble. Moi je ne peux pas vivre sans eux. Le premier type qui approche pour me faire déguerpir, je lui lance mes chiens à la gorge».

Derrière une usine désaffectée, promise à la démolition, le patron avait fait construire pour ses ouvriers, à la fin du siècle dernier, de petites maisons de bois dont certaines sont encore occupées. Un vieux couple Polonais y habite depuis 1938. Leur fille s'est mariée deux maisons plus loin avec un Italien dont la communauté a, peu à peu, abandonné les lieux. Une véranda, dans le jardin, est aménagée entre le potager et les fleurs. Dans la cuisine repeinte à neuf où mijotent les lentilles, l'homme lit le journal et la femme achève, devant sa machine, une commande de robes pour un fabricant parisien. La maison voisine, acquise il y a 20 ans, leur sert de dépendances : chambre du petit-fils, buanderie et atelier équipé de deux machines industrielles où la femme travaille l'été.

«Comment voulez-vous qu'on aille en H.L.M.» dit-elle. «Ils nous donneront deux pièces. Je ne pourrai pas installer mes machines. Et la cabane à outils ? Et l'établi ? Mon mari ne pourra plus bricoler. Qu'est-ce qu'on va devenir ? Sans compter le manque à gagner parce qu'on n'a que la retraite des vieux travailleurs. Les jeunes, c'est pas pareil. Ma fille veut bien y aller. D'abord elle aura un logement plus grand et un appartement neuf c'est plus facile à entretenir quand on travaille à l'extérieur. Ici, c'est moi qui fait la lessive pour nous tous. Là-bas, est-ce qu'ils nous mettront seulement sur le même palier ?

Ismaël est Portugais. Il habite deux pièces de parpaing hâtivement contruites contre une maison du groupe espagnol dont sa femme fait partie. Jeune et entreprenant, il compte s'installer plus tard à Valladolid comme boulanger-pâtissier : «Quand je m'installerai, j'aurai un plus bel appartement que là où ils veulent nous reloger. Ici on a un lit et de quoi faire à manger. C'est le principal. Et c'est à moi. S'ils me chassent, je me débrouillerai pour m'installer ailleurs.»

Antonio a vingt ans. «Il veut vivre en bâtiment comme tout le monde ; la baraque n'est pas présentable pour une fiancée». Il aimerait que l'on persuade ses parents d'accepter le relogement. Mais les parents secouent définitivement la tête : «On n'a rien demandé, on n'ira pas, on cherchera ailleurs.»

Au creux des terrains vagues des cabanes ressurgissent où se réorganisent des micro-communautés. Les médias s'emparent du phénomène, de toutes parts dénoncé comme le mal à abattre.

1973

L'Etat ne tolère plus aucune singularité dans le mode d'habiter, et la loi, désormais, est appliquée avec rigueur.

Le long de l'ancien chemin de halage, s'étire un bidonville Portugais dont les Algériens ont été déjà, les premiers, expulsés. Il sera rasé et ses habitants dispersés dans les cités du territoire départemental, sans que l'on tienne compte des liens de parenté ou d'alliance qui l'avaient structuré. Les mécontents protestent et le fonctionnaire répond : «On vous donne des logements, que voulez-vous de plus ?». Ils voulaient être affectés dans telle commune et donnaient inlassablement les raisons de leur choix : rester près du travail, où auprès d'un parent. Mais cette clause n'était pas prévue.

De grands feux flambent sur le terrain où les habitants n'ont même pas la possibilité de récupérer leurs propres matériaux. Les Portugais, qui avaient obtenu l'autorisation de récolter leurs légumes, se relaient en vain pour surveiller la pompe destinée à arroser les haricots verts. Elle est arrachée et vendue sur-le-champ aux ferrailleurs alertés. Les femmes gémissent en se détournant des baraques éventrées.

Entre la «brigade de résorption» et les habitants, le ton monte parfois jusqu'à la lutte ouverte. Un policier raconte : « A x, ils étaient prévenus et devaient être partis. Mais à l'heure dite, ils étaient tous enfermés dans leurs baraques. Appels, rien ! Sommaton, rien ! Alors on a mis un bulldozer à chaque bout et on a commencé à pousser. Les types sont sortis comme des rats. L'un avait une

carabine. Il m'a dit : «je te tuerai». J'ai dit à mon chef : «celui-là il est pour moi. Si on ne l'expulse pas, je le tue moi-même». On l'a expulsé... Les Yougoslaves, c'est les plus durs.

Les bidonvilles sont considérés comme un phénomène pathologique. Cela permet de cacher, derrière le prétexte hygiéniste, la volonté de briser les groupes, d'amoindrir la force vitale collective.

1982

(notes d'observation. Etude en cours)

Depuis longtemps les hautes tours et les barres transversales ont rempli l'horizon au Nord comme au Sud. La question qui se pose concerne les vieux quartiers restants. Faut-il détruire ou renover ? Dans l'un et l'autre cas «où mettre les Arabes» qui ont trouvé refuge dans les pavillons pauvres et les petits immeubles de rapport du siècle dernier ? Les H.L.M. n'en veulent plus. Ils sont tenus pour responsables de la cacophonie régnante dans certaines cités qui défraient la chronique.

A Gennevilliers, une vieille rue se meurt, trouée de démolitions, en même temps que s'éteignent ses anciens habitants. Dans le café, autrefois prospère, qu'il avait acheté en 1924, «Pépé», le soir, sert encore quelques verres. Veuf d'une Alsacienne, il n'est jamais retourné à Alger « et maintenant c'est trop tard, à quatre vingts ans». Sa voisine Bretonne, qu'il appelle sa payse en souvenir du temps où il travaillait à Brest, descend chaque jour prendre de ses nouvelles, lui offrir de la soupe, et nourrir le chat. «Des fois il me refuse, dit-elle, s'il croit que j'y ai mis du cochon.»

Plus loin, dans un immeuble délabré, un ilot Berbère s'est reconstitué depuis dix ans. Des hommes solitaires, tous originaires du Sous où ils ont laissé leur femme, partagent à deux ou trois les deux-pièces-cuisine sans confort que les Français ont quittés. Au troisième étage, une veuve monte encore son charbon dans le logement qu'elle occupe depuis 1934. Elle craint «Qu'on l'oblige à quitter cette maison où elle se sent en sécurité». Voici trois mois, sur le même palier, une épouse est arrivée, qui ne parle encore que berbère.

Toujours du même côté de la rue, une autre communauté Marocaine, originaire d'Oujda, loue une maison de briques. Quatre hommes en haut, quatre hommes en bas, deux frères et deux cousins à chaque étage, partagent le loyer et les dépenses quotidiennes. Le premier rentré prépare le tajine pour le dîner. Ils habitent là depuis quinze ans, sans femme, alcool, ni tabac. Ils ont marié leurs filles et sont déjà grand-pères. Ils feront bientôt valoir leurs droits à

la retraite et repartiront, alors, définitivement. Pour l'heure, rasés de près, vêtus de la tchamir qu'ils portent à la maison, ils offrent le thé avec la grâce des seigneurs.

En face, jouxtant le pavillon coquet d'une vieille flamande haute en couleur, une famille algérienne habite une masure acquise il y a vingt ans. La mère, qui se chauffe au soleil de la cour, se plaint de l'abandon des belles-filles «qui les laisseront mourir tout seuls comme des Français». Le dernier fils achève d'installer un chauffage au gaz pour supprimer le poêle. Quand les petits-enfants viennent en visite, ils poussent le portail de la voisine : «Elle est là, mémé?».

Au bout, dans des appartements remis aux normes mais dont le confort ne compense pas l'exigüité, des jeunes familles Marocaines se désespèrent.

Depuis cinq ans, elles réitèrent à l'office des H.L.M. une demande de logement qui reste sans réponse. «Pourtant on est modernes et on a de l'ancienneté».

Il y a urgence à cesser de tout confondre, parce que le règne de la confusion engendre celui de la folie.

Colette PÉTONNET

